Communiqué intersyndical

Loin de céder, le ministère n'entend pas nos revendications. Dans la rue et en grève le 5 novembre !

Les mobilisations de ces dernières semaines et les journées de grève des 6 et 13 octobre, auxquelles l'ensemble des syndicats de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont appelé, en soutien aux lycéen·nes et étudiant·es, mais également sur leurs propres revendications pour la défense du service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ont rassemblé des centaines de milliers de manifestant·es. La détermination de ces mobilisations, de ces journées de grève et les manifestations des samedis 17, 24 et 31 octobre, démentent toute idée de décrue que le gouvernement tente d'afficher.

Nos organisations dénoncent avec force la répression violente qui a frappé les manifestant·es, les fermetures administratives abusives de campus, décidées sans cadre réglementaire clair, qui pénalisent les personnels comme les étudiant·es, et empêchent les rassemblements et les assemblées générales.

Face à la force du mouvement lycéen et étudiant, soutenu par les organisations syndicales, Emmanuel Macron, le gouvernement, le MEN et le MESR ont fini par comprendre que la répression n'étouffera pas la contestation et qu'ils doivent répondre autrement aux revendications. Mais le gouvernement se borne à présenter quelques mesures cosmétiques et techniques. Alors que les organisations syndicales et étudiantes demandent depuis des années l'abrogation de Parcoursup, le MEN et le MESR répondent par des ajustements techniques de "transparence" de l'outil. Pour nos organisations, c'est la logique même de la sélection et la loi ORE qu'il faut remettre en cause et il est nécessaire de créer des places pour garantir à toutes et tous un accès à l'enseignement supérieur public. Alors que nous réclamons 150 000 places supplémentaires dans l'ESR, le ministère propose timidement 10 000 places en BTS, 4 000 places en IUT et 1 000 en LAS.

Si le gouvernement fait mine de répondre aux revendications des étudiant·es et des lycéen·nes, c'est le silence total face aux revendications des personnels alors que la concurrence dans la recherche, la charge de travail, le manque de personnel, la précarité des statuts, l'absence de perspectives pour les doctorant·es et post doctorant·es **dégradent les conditions de travail des personnels de l'ESR**. Pour garantir un service public de l'ESR, il faut répondre aux besoins de ses personnels :

- la **revalorisation** du point d'indice et des **rémunérations** et **l'indexation** sur l'inflation ;

- un **budget** qui permette de financer les 150 000 places qui manquent pour accueillir les bacheliers·ères dans la filière de leur choix, la création de 15 000 postes de titulaires qui permettraient de pouvoir remplir les missions d'enseignement et de recherche dans de meilleures conditions, un plan pluriannuel de recrutement d'agent·es titulaires et la titularisation des agent·es contractuel·les ;

- 8 milliards pour la **recherche** publique et des **budgets pérennes** pour en finir avec la logique de financement de la recherche par appels à projets et via l'ANR qui fragilise le service public et épuise ses agent·es.

Nos organisations appellent les personnels de l'ESR à amplifier la mobilisation de ces dernières semaines en s'engageant massivement dans la grève et les manifestations le 5 novembre. Elles appellent à discuter dans les services et les établissements des suites à donner à cette journée. Nos organisations ont déposé des préavis de grève pour les prochaines semaines. Nos organisations se retrouveront le 5 novembre au soir pour discuter des suites à donner à la mobilisation pour gagner sur nos revendications.

Paris, le 02 novembre 2026